

Extrait du registre des délibérations du Conseil communal

- Présents :** Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;
~~Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, *Conseillers communaux*~~ ;
Jacques De Winne, *Secrétaire du Conseil*.
- Excusé(e)s :** Badia El Belghiti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Tania Dekens, *Conseillers communaux*.

SÉANCE PUBLIQUE DU 26.11.14

#Objet : Taxes communales – Taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés – Modification pour 2015 à 2018 inclus.#

Taxes

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2009 visant à ajouter un chapitre V dans le titre III du code du logement relatif aux sanctions en cas de logement inoccupé, à modifier l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires et à modifier le Code judiciaire ;

Considérant que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dispose, depuis 2012, d'un service chargé de rechercher et de constater l'infraction administrative visée à l'article 23 duodecimes, § 1 du Code bruxellois du Logement, cette infraction pouvant aboutir à l'infliction d'une amende administrative par le fonctionnaire dirigeant ce service ; que, par application du § 8 de ce même article, les immeubles ou parties d'immeubles inoccupés destinés au logement sont exclus du champ d'application du présent règlement-taxe ;

Revu le règlement de la taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés, établi par décision du Conseil communal du 23 mai 2013 pour les exercices 2013 à 2016 inclus ;

Compte tenu du fait que l'existence, sur le territoire de la commune, d'immeubles laissés partiellement ou totalement inoccupés et d'immeubles inachevés est de nature à décourager l'esprit d'initiative des riverains et à engendrer un processus de désintéressement généralisé en matière d'habitat et en matière d'entrepreneuriat ;

Vu que cette situation, s'il n'y est porté remède, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier sis sur le territoire de la commune ;

Attendu qu'il convient dès lors de prendre toutes mesures utiles en vue d'amener les propriétaires ou autres titulaires d'un droit réel défaillants à exécuter les travaux de remise en état nécessaires en vue d'enrayer un processus de détérioration du patrimoine immobilier ;

Considérant que les immeubles visés par le présent règlement attirent nombre de personnes susceptibles de perturber la tranquillité et la sécurité publique ;

Considérant que cette situation occasionne un surcoût en matière de dépenses policières pour assurer au mieux la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège échevinal du 17 novembre 2014 ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices **2015 à 2018 inclus**, une taxe annuelle sur les immeubles partiellement ou totalement inoccupés et sur les immeubles inachevés.

Article 2

1. Sont considérés comme immeubles inoccupés : les immeubles bâtis ou partie(s) d'immeuble bâti qui ne sont pas effectivement occupé(e)s ou utilisé(e)s pendant une période de 12 mois consécutifs de manière conforme à leur destination, qu'ils (elles) aient ou non fait l'objet d'une quelconque mesure de Police administrative.

On entend par :

a) « utilisation », l'utilisation existante de fait d'un bien non bâti ou d'un ou de plusieurs locaux d'un bien bâti ;

b) « destination », la destination d'un bien bâti, indiquée dans le permis de bâtir, d'urbanisme ou d'environnement.

Sans préjudice de tous autres signes démontrant son état d'inoccupation sera présumé inoccupé l'immeuble ou la partie d'immeuble bâti :

- Pour lequel il n'y a pas d'inscription à la banque carrefour des entreprises pendant 12 mois consécutifs,
- Qui n'est pas garni du mobilier ou des installations indispensables à son occupation.

1. Sont considérés comme immeubles partiellement inoccupés : ceux dont certains niveaux ou parties répondent à la définition des alinéas précédents ; ils seront taxés à due proportion de la taxe sur les immeubles entièrement inoccupés.
2. Sont considérés comme immeubles inachevés : les immeubles dont les travaux de construction ou de transformation sont interrompus ou pour lesquels il n'y a pas d'avancement significatif depuis 12 mois, prenant cours à la date de la constatation de ces faits, par l'agent communal habilité à cette fin, pour autant que cette interruption ne résulte pas d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique ou d'un cas de force majeure. En aucun cas, le refus de permis d'urbanisme, ou l'arrêt des travaux dus à l'absence ou à la non-conformité d'un permis d'urbanisme, ne pourra être invoqué comme « résultant d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique ».

Article 3

Le taux de la taxe est fixé, que l'immeuble soit inoccupé ou inachevé, à 450,00 EUR par mètre courant de façade et par niveau inoccupé ou inachevé, autre que les caves et les combles.

Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement à front d'une de ces rues.

Si l'immeuble forme un coin, est pris en considération le plus grand développement en ligne droite, augmenté de la moitié du pan coupé ou arrondi.

Lorsque la construction ne touche à aucune rue, le taux de l'impôt est fixé à 60 EUR le m² de superficie, multiplié par niveau inoccupé ou inachevé, autre que les caves et les combles.

Article 4

La taxe est due par la personne physique ou morale qui a la qualité de titulaire du droit de propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose sur l'immeuble concerné au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Si plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits énoncés à l'alinéa 1er sur tout ou partie d'un immeuble partiellement ou totalement inoccupé ou inachevé, celles-ci sont tenues solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

La taxe est due pour l'année entière à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition.

En cas d'aliénation ou de transfert de la propriété d'un immeuble, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours auprès du tiers acquéreur; la taxe reste due par le titulaire du droit de propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose sur le bien concerné au 1er janvier de l'exercice auquel se rapporte l'impôt.

Article 5

La taxe n'est pas due :

- 1) S'il est démontré que l'inoccupation résulte de travaux qui se déroulent et se poursuivent normalement, durant plus de 12 mois, et qui font obstacles à toute jouissance paisible des lieux. Cette exonération n'est applicable que pour 2 exercices d'imposition maximum, et devra être justifiée par la liste des travaux effectués et par la production des factures y afférentes ;
- 2) S'il s'agit d'un immeuble inachevé édifié sur un terrain vendu par la commune, lorsque l'acte de vente prévoit des pénalités particulières au cas où l'immeuble ne serait pas achevé dans le délai fixé contractuellement pour autant que ces pénalités particulières ne soient pas inférieures au montant de la taxe sur les immeubles inachevés ;
- 3) Si l'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal ;
- 4) Si l'immeuble a été accidentellement sinistré et ce, uniquement pendant les 2 exercices d'imposition qui suivent le sinistre ;
- 5) Si l'immeuble ou la partie d'immeuble inoccupé est « destiné(e) » au logement, au sens de l'article 1, A, b) du présent règlement.
- 6) Si l'état d'inoccupation ou l'inachèvement résulte d'un cas de force majeure;

Les dispositions ci-dessus deviennent sans objet si, durant l'exercice d'imposition, des panneaux d'affichage sont apposés sur ou devant tout ou partie de la façade.

Article 6

L'état d'inoccupation de tout ou partie d'un immeuble ou d'inachèvement, fait l'objet d'un constat dressé par un agent communal habilité à cette fin.

L'administration communale adresse au domicile ou au siège social du redevable, une copie de ce constat, ainsi qu'une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, endéans le délai mentionné sur cette formule de déclaration. Un extrait du règlement et l'évaluation, au titre de simple renseignement, du montant de la taxe qui serait due en application dudit règlement figurent sur la déclaration.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une à l'administration communale, et ce au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 7

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles susceptibles de constituer un élément imposable aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 9

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes communales fixées par la loi du 24 décembre 1996 et par l'A.R. du 12 avril 1999 sont applicables dans leur intégralité.

Article 11

Le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés établi par décision du Conseil communal du 23 mai 2013 pour les exercices 2013 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

PAR LE CONSEIL :

(s.) Le Secrétaire du Conseil,
Jacques De Winne

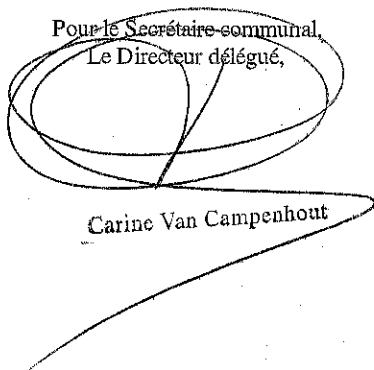
(s.) Le Président du Conseil,
Michel Eylembosch

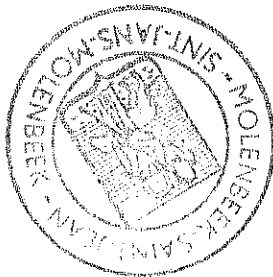
POUR EXTRAIT CONFORME :
Molenbeek-Saint-Jean, le 03 décembre 2014,

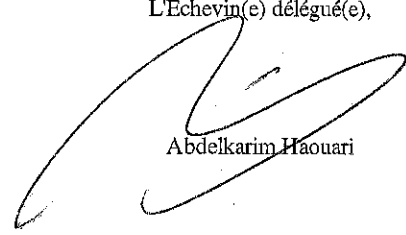
PAR ORDONNANCE :

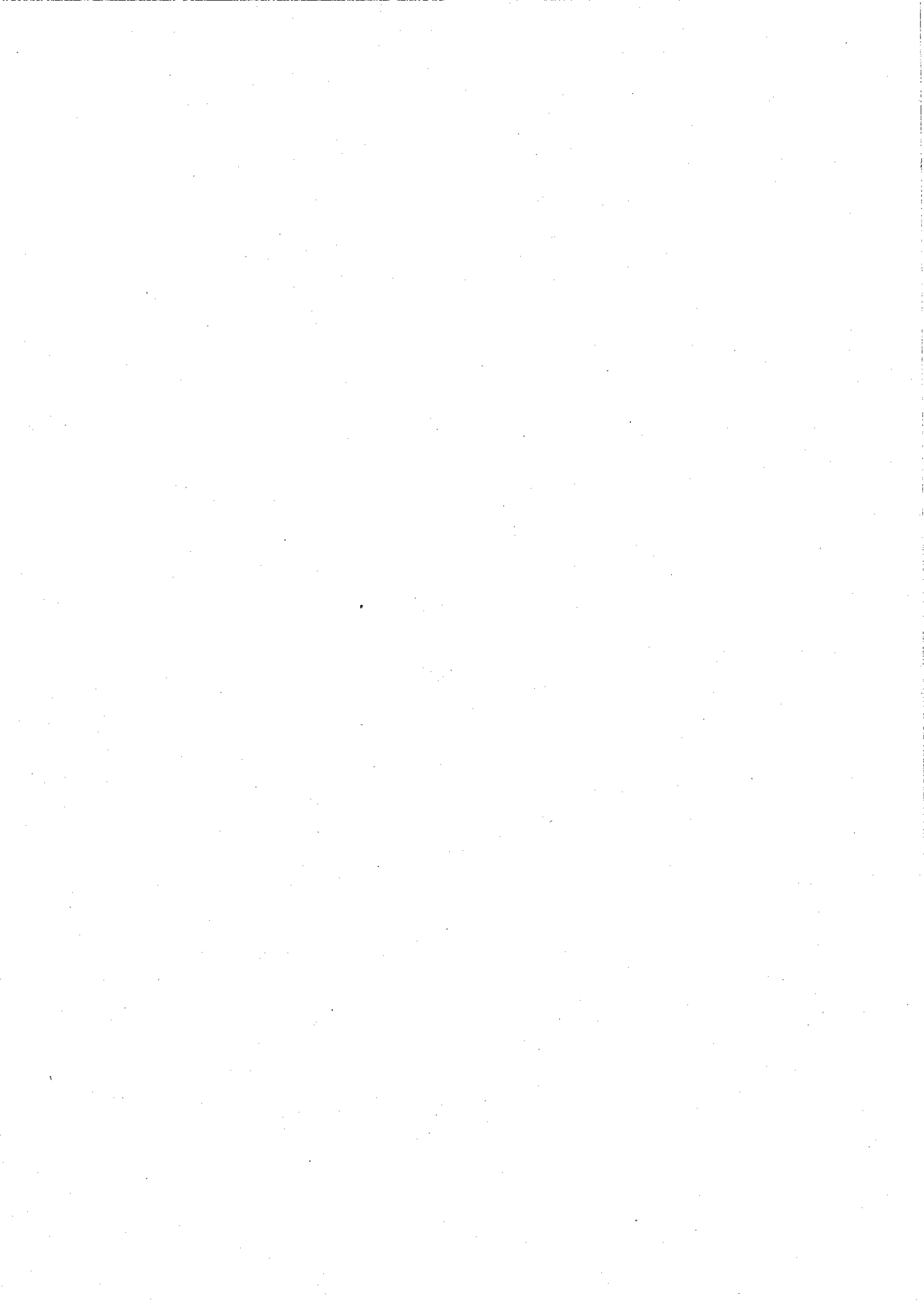
Pour le Secrétaire communal,
Le Directeur délégué,

Pour la Bourgmestre,
L'Échevin(e) délégué(e),


Carine Van Campenhout




Abdelkarim Haouari



Uittreksel uit het register van de notulen van de Gemeenteraad

- Aanwezig :** Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;
~~Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdollah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chadid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhoulfi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Gemeenteraadsleden ;~~
Jacques De Winne, *Secretaris van de Raad*.
Verontschuldigd : Badia El Belghiti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Tania Dekens, *Gemeenteraadsleden*.

OPENBARE ZITTING VAN 26.11.14

#Onderwerp : Gemeentebelastingen – Belasting op de geheel of gedeeltelijk leegstaande en de onafgewerkte gebouwen – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen. #

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het K.B. van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake het indienen van een bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 april 2009 ertoe strekkend een hoofdstuk V toe te voegen aan titel III van de huisvestingscode en betreffende de straffen ingeval van woningleegstand, tot wijziging van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek;

Gelet op het feit dat het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, sinds 2012, beschikt over een dienst die belast is met het opzoeken en het vaststellen van administratieve overtredingen, bedoeld in artikel 23 duodecies, § 1 van de Brusselse Huisvestingscode, en dat deze overtredingen een administratieve boete tot gevolg kunnen hebben, opgelegd door de leidende ambtenaar van deze dienst; dat, door toepassing van § 8 van ditzelfde artikel, de leegstaande gebouwen of delen ervan bestemd voor huisvesting geen deel uitmaken van het toepassingsgebied van onderhavig belastingsreglement;

Herzien het belastingsreglement op de geheel of gedeeltelijk onbewoonde en de onafgewerkte gebouwen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 23 mei 2013 voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen;

Rekening houdende met het feit dat de aanwezigheid, op het gemeentelijk grondgebied, van geheel of gedeeltelijk leegstaande en de onafgewerkte gebouwen, kan leiden tot het ontmoedigen van de initiatiefzin van de bewoners en het teweegbrengen van een proces tot veralgemeende belangeloosheid betreffende het woningbeleid en de bedrijfsactiviteiten;

Overwegende dat deze situatie, indien er niets aan gedaan wordt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend goed, gevestigd op het gemeentelijk grondgebied, tegenhoudt en in gevaar brengt;

Aangezien het dus noodzakelijk is alle nuttige maatregelen te nemen teneinde de in gebreke zijnde eigenaars of andere houders van een zakelijk recht, ertoe aan te zetten de nodige werken uit te voeren om deze gebouwen in hun oorspronkelijke staat te herstellen, teneinde beschadiging aan onroerend goed te voorkomen;

Overwegende dat de gebouwen bedoeld door onderhavig reglement veel mensen aantrekken om de openbare rust en netheid te verstoren;

Overwegende dat deze situatie een bijkomende kost met zich meebrengt wat betreft de politie-uitgaven om de veiligheid van personen en goederen te garanderen;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, met als wettelijke bekommernis een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 17 november 2014;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren **2015 tot 2018 inbegrepen**, ten bate van de gemeente, een jaarlijkse belasting geheven op de geheel of gedeeltelijk leegstaande gebouwen en de onafgewerkte gebouwen.

Artikel 2

1. Worden als leegstaande gebouwen beschouwd: de bebouwde of gedeelte(s) van de bebouwde gebouwen die niet bezet zijn of gebruikt worden gedurende een periode van 12 opeenvolgende maanden, en dit conform hun bestemming ongeacht het feit of deze het voorwerp uitmaken van om het even welke administratieve Politiemaatregel;

Men verstaat onder:

- a) "gebruik": het bestaande feitelijke gebruik van een onbebouwd goed of van één of verschillende lokalen van een bebouwd goed;

b) "bestemming: de bestemming van een onbebouwd goed of van één of verschillende lokalen van een bebouwd goed, vermeld in de bouwvergunning, een stedenbouwkundige vergunning of een milieuvergunning.

Onverminderd alle andere tekenen die zijn staat van leegstand vertonen, wordt een bebouwd gebouw of een deel ervan als leegstaand beschouwd:

- Waarvoor gedurende 12 opeenvolgende maanden geen inschrijving bestaat in de kruispuntbank van ondernemingen;
 - Het gebouw dat niet voorzien is van meubilair of van de nodige installaties voor de bezetting ervan.
1. Worden als gedeeltelijk leegstaande gebouwen beschouwd: deze waarvan sommige verdiepingen of delen beantwoorden aan de definitie in de voorgaande alinea's; deze zullen belast worden in de juiste verhouding tot de belasting op de geheel leegstaande gebouwen.
 2. Worden als onafgewerkte gebouwen beschouwd: de gebouwen waarvan de bouw- of de verbouwingswerken onderbroken worden of waarvoor geen echte vooruitgang van de werken is gedurende 12 maanden, die beginnen op de datum van de vaststelling van deze feiten door de gemeentelijke gezaghebbende ambtenaar, voor zover deze onderbreking niet het gevolg is van een beslissing of een daad van de overheid of van een geval van overmacht. In geen geval kan de weigering van de stedenbouwkundige vergunning of de stoepzetting van de werken te wijten aan het gebrek of de ongeschiktheid van een stedenbouwkundige vergunning, opgeroepen worden als "het gevolg van een beslissing of een daad van de overheid".

Artikel 3

De belastingvoet is vastgesteld op, voor zowel leegstaande als onafgewerkte gebouwen, 450 EUR per lopende meter van de gevel en per leegstaande of onafgewerkte verdieping, kelders en zolders niet inbegrepen.

Wanneer een gebouw aan twee of meerdere straten paalt, wordt de grootste gevelbreedte langs één van die straten als grondslag van de belastingrekening genomen.

Wanneer een gebouw een hoek vormt, wordt de grootste gevelbreedte in aanmerking genomen, vermeerderd met de helft van de afgesneden of afgeronde hoek.

Voor een gebouw dat niet aan een straat grenst, wordt de aanslagvoet vastgesteld op 60 EUR per m² van de oppervlakte en per leegstaande of onafgewerkte verdieping, kelders en zolders niet inbegrepen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon die houder is van het eigendomsrecht, het vruchtgebruik, de oppervlakte of de erfpacht van het betreffende gebouw op 1 januari van het belastingjaar.

Indien meerdere personen houder zijn van de rechten opgesomd in alinea 1 van het geheel of een deel van een gedeeltelijk of geheel leegstaand of een onafgewerkt gebouw, zijn deze, gezamenlijk en onscheidbaar, gehouden tot de betaling van de belasting.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, te berekenen vanaf 1 januari van het belastingjaar.

In geval van verkoop of overdracht van het eigendom van een gebouw, zal er geen nieuwe belasting geheven worden ten laste van de derde koper voor het lopende dienstjaar; de belasting blijft verschuldigd door de houder van het eigendomsrecht, het vruchtgebruik, de oppervlakte of de erfpacht van het goed op

1 januari van het dienstjaar waarvoor de belasting geheven wordt.

Artikel 5

De belasting is niet verschuldigd:

- 1) Wanneer kan aangetoond worden dat de leegstand voortkomt uit werken die er bezig zijn en dat ze op een normale wijze kunnen voortgezet worden, gedurende langer dan 12 maanden, en die hinderlijk zijn voor een vredige ingebruikname van de plaatsen. Deze vrijstelling is enkel toepasbaar op maximum 2 belastingjaren, en moet gerechtvaardigd worden door de lijst van de uitgevoerde werken en door het voorleggen van eventuele facturen;
- 2) Wanneer het een onafgewerkt gebouw betreft, opgericht op een terrein verkocht door de gemeente, en wanneer de verkoopakte bijzondere straffen voorziet in geval het gebouw niet zou afgewerkt worden binnen de contractueel bepaalde termijn, voor zover deze bijzondere boeten niet minder zijn dan het bedrag van de belasting op de onafgewerkte gebouwen;
- 3) Wanneer het gebouw gelegen is binnen de omtrek van een onteigeningsplan, goedgekeurd door koninklijk besluit;
- 4) Wanneer het gebouw door een onheil getroffen wordt, en dit enkel gedurende de 2 dienstjaren volgend op het onheil;
- 5) Wanneer het leegstaande gebouw of een deel ervan "bestemd" is voor woning, zoals hernomen in het artikel 1, A, b) van onderhavig reglement;
- 6) Wanneer de leegstand of de onafgewerktheid het gevolg zijn van een geval van overmacht;

De bovenstaande bepalingen zijn niet van toepassing indien er, gedurende het belastingjaar, aanplakkingen worden geplaatst op of vóór het geheel of een deel van de gevel.

Artikel 6

De staat van leegstand van het geheel of een deel van het gebouw of de onafgewerktheid, maakt het voorwerp uit van een vaststelling uitgevoerd door een hiervoor bevoegde gemeentelijke ambtenaar.

Het gemeentebestuur betekent, naar de woning of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige, een kopie van deze vaststelling alsook een aangifteformulier dat deze moet terugsturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, binnen de termijn vermeld op dit aangifteformulier. Een uittreksel van het reglement en de schatting, enkel ter informatie, van het bedrag van de belasting dat verschuldigd zal zijn als toepassing van onderhavig reglement staan vermeld op dit aangifteformulier.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende belastingjaar.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier worden gebracht, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %.

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt, deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 7

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de heffing van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen voor de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van een aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen op onderhavig reglement worden vastgesteld door de beëdigde en daartoe speciaal aangewezen ambtenaren door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 9

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

De regels aangaande de heffing en de invordering van de gemeentebelastingen vastgesteld door de wet van 24 december 1996 en het K.B. van 12 april 1999 zijn van toepassing.

Artikel 11

De bezwaarindiener moet de betaling van de belasting niet aantonen. Het indienen van een bezwaar schorst echter de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Huidig reglement vervangt vanaf het dienstjaar 2015 het reglement van de belasting op geheel of gedeeltelijk onbewoonde en de onafgewerkte gebouwen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 23 mei 2013, voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

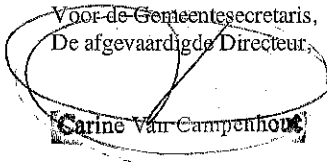
VANWEGE DE RAAD :

(get.) De Secretaris van de Raad,
Jacques De Winne

(get.) De Voorzitter van de Raad,
Michel Eylenbosch


VOOR EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT :
Sint-Jans-Molenbeek, 03 december 2014,

OP LAST :

Voor de Gemeentesecretaris,
De afgevaardigde Directeur,

Carine Van Campenhout



Voor de Burgemeester,
De afgevaardigde Schepen,


Abdelkarim Haouari

